



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/ICEF/1997/P/L.15
18 décembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire de 1997
18-19 mars 1997
Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

POUR INFORMATION

RESUME DES EXAMENS A MI-PARCOURS ET DES PRINCIPALES EVALUATIONS
DES PROGRAMMES DE PAYS

Asie du Sud

RESUME

Le présent rapport a été établi en application de la décision 1995/8 (E/ICEF/1995/9/Rev.1) aux termes de laquelle le Secrétariat est prié de soumettre au Conseil un résumé de la conclusion des examens à mi-parcours et des principales évaluations des programmes de pays en faisant ressortir notamment les résultats obtenus, les enseignements tirés et la nécessité d'éventuelles modifications des programmes de pays. Le Conseil fait des observations sur ces rapports et formule si nécessaire des directives à l'intention du Secrétariat. Les examens à mi-parcours et les principales évaluations des programmes de pays décrits dans le présent rapport ont été effectués en 1996.

* E/ICEF/1997/8.

EXAMEN A MI-PARCOURS

1. Les Maldives ont été le seul pays de l'Asie du Sud à entreprendre un examen à mi-parcours en 1996. C'est le plus petit pays de la région et sa population est répartie sur plus de 1 200 îles. Malgré l'augmentation du revenu national grâce à l'industrie du tourisme, les enfants et les femmes vivent encore dans des conditions difficiles et des inégalités importantes persistent. Par exemple, les études appuyées l'UNICEF ont identifié la nécessité de renforcer les services d'orientation et de transport dans le cas des grossesses à haut risque. Les systèmes d'égouts de petit diamètre doivent être étendus. Il est nécessaire d'éduquer les parents en ce qui concerne les conséquences néfastes qu'a l'un des taux de divorce les plus élevés du monde et les pressions qui sont exercées sur les filles pour qu'elles se marient jeunes plutôt que de terminer leurs études secondaires.

2. Actuellement, l'appui de l'UNICEF consiste principalement à fournir une aide au gouvernement pour qu'il maintienne les résultats acquis et améliore la qualité des services, particulièrement dans les domaines de la santé et de l'éducation. Le programme comprend des activités visant à faire mieux comprendre la situation des enfants et des femmes, ainsi que de larges efforts de sensibilisation. L'UNICEF travaille en étroite coopération avec le groupe limité d'institutions des Nations Unies et de donateurs bilatéraux opérant dans la région.

3. Au cours des quelques dernières années, les Maldives ont enregistré des progrès dans les domaines suivants : un taux d'inscription scolaire dans les écoles primaires de près de 100 % et un taux d'abandon scolaire de 15 %; et un taux de plus de 90 % de couverture du programme élargi de vaccination; la polio est sur le point d'être entièrement éliminée dans le pays; les maladies diarrhéiques ont diminué de moitié au cours des cinq dernières années; entre 1981 et 1995, la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans a diminué de 15 %.

4. La mise en oeuvre et le suivi de la Convention relative aux droits de l'enfant ont été encouragés grâce à un réseau de communication. L'examen à mi-parcours a discuté des rapports sur la situation des enfants et des mesures à prendre pour mettre en oeuvre de la Convention. Il a recommandé que le programme utilise une approche non plus axée sur les besoins mais plutôt sur les droits et mette un accent plus marqué sur l'universalité de la couverture. Dans l'espoir de réduire les niveaux de malnutrition, les plans futurs appuieront également une approche plus participatoire dans les domaines de l'éducation sanitaire et de la nutrition.

5. En 1994 et 1995, les taux des dépenses budgétaires étaient de 97 et 98 % respectivement. Les fournitures représentaient un peu moins de 30 % du total de l'aide financière. Les avances non remboursées pendant plus de neuf mois au cours de cette période représentaient seulement 3 et 1,5 % du plafond annuel respectivement. La mobilisation de fonds supplémentaires reste problématique, seul un montant de 181 400 dollars de fonds supplémentaires a été reçu au titre de la période en cours du programme. Cependant, les dépenses publiques dans les domaines de l'éducation et de la santé ont atteint des niveaux record et représentent un tiers du budget national.

6. Le programme a contribué à un accroissement important de la capacité des services en matière d'éducation et des autres services sociaux. Il a été créé huit centres féminins. Le nombre d'enseignants a augmenté grâce à la formation dispensée par l'Institute of Teachers' Education à 853 enseignants du niveau primaire (dont 425 femmes). Quatre-cent quarante-deux autres enseignants (dont 316 femmes) ont reçu une formation grâce à des programmes de formation entrepris dans les atolls. Le développement du jeune enfant a été intégré au plan d'amélioration de l'éducation primaire et 92 enseignants ont déjà reçu une formation dans ce domaine. L'Education Development Centre a élaboré une gamme de matériel pédagogique à l'intention des enseignants et des enfants. L'affectation d'agents sanitaires féminins et d'accoucheuses traditionnelles dans toutes les îles ainsi que des programmes de sensibilisation et d'information des collectivités ont permis de lutter plus efficacement contre les maladies transmissibles, particulièrement la diarrhée, le paludisme et la rougeole. L'appui élevé fourni par la population et sa capacité de participer aux programmes et aux projets, y compris financièrement, ont facilité ce processus. Le secteur privé fournit 80 % des produits pharmaceutiques nécessaires. Le fonds autorenouvelable pour la commercialisation et la distribution de réservoirs à eau, qui reçoit un appui de l'UNICEF, a connu un grand succès; le recouvrement des coûts effectifs a atteint 80 % en deux ans et il devrait capable de s'autofinancer entièrement dans trois ans.

PRINCIPALES EVALUATIONS

7. L'un des éléments les plus importants de la stratégie de l'UNICEF en ce qui concerne l'amélioration de la qualité et de l'utilité des évaluations, tant globalement que dans la région, a été de réduire le nombre d'activités d'évaluation à petite échelle qui n'étaient pas suffisamment approfondies pour avoir un impact sur l'efficacité et l'efficacités des programmes. Le nombre d'évaluations a donc continué de diminuer en Asie du Sud en 1996 par rapport à ce qu'il était les années précédentes. Les évaluations qui ont été entreprises et celles qui sont prévues doivent être capables de mieux identifier, que par le passé, l'impact, la couverture, l'efficacité et l'efficacités des programmes. Par exemple, en ce qui concerne la priorité régionale visant à réduire la malnutrition chez les jeunes enfants, un examen des évaluations des programmes en matière de nutrition dans la région a démontré qu'au cours de la dernière décennie aucune des évaluations parrainées par une institution de développement, n'avait démontré de façon décisive l'impact qu'avaient les programmes ou n'avait relié l'impact à l'analyse de l'efficacité des programmes. Tenant compte de ces enseignements, l'UNICEF accorde une attention particulière aux plans visant à évaluer le programme participatoire d'amélioration de la nutrition qu'il exécute au Sri Lanka.

8. Par le passé, l'une des principales lacunes des évaluations de l'UNICEF a été leur incapacité de mesurer l'impact des programmes et d'analyser les coûts. Pour cette raison, la majorité des activités d'évaluation recevant un appui de l'UNICEF entreprises dans la région en 1996 étaient axées sur les systèmes de suivi. Au Népal et au Pakistan, à la suite d'enquêtes plurivalentes visant à évaluer le degré de réalisation des objectifs concernant les enfants et les femmes, les programmes ont appuyé des processus de surveillance communautaire qui examinaient l'impact, la couverture et les coûts des programmes portant sur les questions prioritaires, tant au niveau des ménages qu'au niveau gouvernemental. Par exemple, aussi bien au Népal qu'au Pakistan, des

/...

évaluations approfondies de la faible qualité de l'éducation primaire ont été menées à bien et des solutions ont été proposées. On trouvera certains de ces résultats ci-dessous. Des évaluations, au niveau des ménages et des collectivités, ont été suivies par une analyse aux niveaux national, régional et communautaire afin de discuter des résultats et de stimuler un plus grand dialogue en vue de résoudre le problème. Au Népal, ce processus de suivi est mené à bien sous les auspices de la Commission de planification nationale. Les conclusions en ce qui concerne le secteur de l'éducation ont notablement différé des chiffres obtenus par les systèmes type d'information des écoles, ce qui a aidé à générer une discussion au niveau national. A la lumière des tendances régionales à la décentralisation des responsabilités du gouvernement et de l'appui accru aux programmes communautaires, l'UNICEF accroîtra son appui au renforcement des capacités en matière d'évaluation et d'analyse de la situation des enfants et des femmes aux niveaux infranationaux, grâce à une formation à court et à long terme.

9. En 1996, les principales évaluations entreprises dans la région ont porté sur la performance des programmes d'iodation universelle du sel, les mécanismes de crédit et l'éducation primaire.

Evaluations des programmes d'iodation universelle du sel

10. Le Bhoutan, l'Inde et le Pakistan ont entrepris des évaluations afin d'accroître les efforts déployés pour atteindre l'iodation universelle du sel. Les objectifs généraux de ces évaluations étaient : a) d'évaluer la quantité et la qualité de la production de sel iodé par rapport aux besoins; b) de passer en revue le système de suivi aux niveaux de la production et de la consommation de sel iodé; et c) d'analyser les besoins en ressources et le rôle que doivent jouer les différents départements, institutions et organismes afin de parvenir à l'iodation universelle du sel, et de faire des recommandations à l'intention des programmes futurs. Ces trois évaluations seront menées à bien sur une période de deux ans et, à la fin de 1996, seuls les premiers résultats étaient connus.

11. Au Bhoutan, le suivi de l'iodation du sel au niveau communautaire, ainsi que la teneur en iode du sel dans les usines d'iodation du sel ne se poursuit pas tel que prévu. Dans certaines régions, la teneur en iode du sel est donc parfois insuffisante. L'objectif fixé pour la première moitié de la décennie en matière d'iodation universelle du sel a cependant été atteint, bien que le niveau du sel suffisamment iodé au niveau des ménages ait chuté de 95 % en 1992 à 85 % en 1996. Le taux de goitre était de 14 %, donc plus bas qu'en 1992, bien que ce déclin ait été moins élevé que celui de 50 % prévu. Selon le taux médian d'élimination de l'iode par les voies urinaires, il n'existe aucun cas de carence en iode. Un renforcement technique ainsi qu'un plus grand engagement public seront nécessaires à l'amélioration future du programme. Des recommandations ont été formulées dans chacun de ces domaines, y compris les mesures à prendre pour améliorer la compréhension du public en la matière.

12. Les évaluations entreprises au Pakistan et en Inde sont plus complexes car les obstacles à la réalisation de l'iodation universelle du sel dans ces pays sont plus grands qu'au Bhoutan. La première phase de ces évaluations a consisté en discussions avec le gouvernement, les producteurs de sel et les transporteurs, détaillants et consommateurs. Les phases suivantes comprennent des enquêtes détaillées et des analyses de coût. Une enquête sur l'iodation

/...

universelle du sel au Pakistan a montré que le niveau d'iodation du sel n'était acceptable que dans 20 % des ménages. En Inde, l'enquête auprès des ménages sera entreprise en 1997 et sera fondée sur un échantillon de trois Etats producteurs de sel et six Etats consommateurs nets de sel afin d'obtenir une meilleure compréhension de la dynamique de la production, de la distribution, de la vente et de la consommation. L'enquête entreprise en Inde a reçu un appui du Gouvernement canadien dans le cadre de son Initiative sur les oligoéléments. A ce jour, les résultats ont montré que les usines de sel fonctionnaient avec une capacité d'iodation de 8 millions de tonnes et que la production de sel iodé était passée de 2,8 millions de tonnes en 1992 à 3,7 millions de tonnes en 1995. La production actuelle est estimée à 4 millions de tonnes, alors que le chiffre prévu était de 5,6 millions de tonnes. Le sel iodé raffiné représente maintenant approximativement 25 % de tous le sel disponible en poly-sachets, forme sous laquelle le sel est le plus souvent acheté par les consommateurs. La production de sel cristallisé, qui était souvent la cause d'une perte d'iode au cours du lavage, a été suspendue. Les actions futures recommandées comprennent un renforcement général du programme dans les Etats du Sud, la création de postes de contrôle du sel transporté par la route aux points d'entrée des Etats et la rationalisation du transport par chemin de fer.

13. L'Inde et le Pakistan ont maintenant pris conscience de la nécessité d'adopter des lois plus sévères et de les faire respecter. En Inde, les règlements concernant les producteurs et les transporteurs de sel doivent être renforcés. Au Pakistan, les discussions ont porté sur l'élaboration d'un nouveau programme national afin de lutter contre les troubles dus à la carence en iode, de mettre l'accent sur la responsabilité du gouvernement en matière de pratiques, de lois et de la surveillance de la qualité du sel. L'évaluation a également fait ressortir la nécessité de formuler une nouvelle stratégie afin d'informer le public des conséquences que peut avoir la carence en iode, et de la raison pour laquelle le gouvernement accorde une telle priorité à l'iodation du sel. La création d'un comité directeur a été un succès en Inde en ce qui concerne la responsabilité du gouvernement tant au niveau du processus qu'à celui des résultats grâce aux efforts de renforcement des capacités, d'auto-évaluation et d'utilisation des conclusions. Cependant, vu la participation de nombreux acteurs de différents départements et à différents niveaux, cette approche prend beaucoup de temps. Enfin, les évaluations ont révélé la nécessité d'améliorer les pratiques de laboratoire et de mettre sur pied un système informatisé de gestion de l'information.

Evaluations des programmes de crédit

14. Les programmes de crédit mis en place à l'intention des femmes reçoivent un appui de l'UNICEF dans nombre de pays d'Asie du Sud en tant que moyen de renforcer leurs capacités et d'améliorer leur revenu. Dans le contexte de l'attention internationale accordée en 1996 aux mécanismes de crédit, l'UNICEF a mené à bien deux évaluations de large portée dans ce domaine. Au Pakistan, le Baluchistan Credit Scheme, qui fonctionne depuis 1989, est l'une des initiatives provinciales des femmes pour le développement. Le mécanisme de crédit, qui a été créé avec le concours du Département de la protection sociale, vise à promouvoir l'autosuffisance et la solidarité en organisant les femmes qui travaillent en coopératives. Un crédit devait être mis à la disposition des femmes pauvres qui ne pouvaient pas avoir accès au crédit commercial afin de les aider à développer leur capacité de production et d'établir des réseaux locaux.

L'évaluation a montré qu'après cinq ans de fonctionnement, le programme avait, en fait, augmenté la visibilité et l'acceptation sociale du travail productif des femmes en tant que tel et non pas seulement dans le cadre de leurs tâches domestiques de tous les jours. Cependant, seules 1 061 des 2 000 bénéficiaires prévues ont obtenu un crédit, et le système de fonds autorenouvelable n'avait fonctionné que dans 18 des 36 centres. La cooptation des prêts par des personnes influentes dans la région et le manque ou l'irrégularité des paiements dus aux faillites et à la perception que les fonds devraient être traités comme des dons plutôt que des prêts figuraient parmi les principales causes d'échec identifiées. L'évaluation est parvenue à la conclusion que les femmes qui bénéficiaient du programme possédaient des compétences mais avaient besoin d'une base de ressources pour briser le cercle de pauvreté. Celles qui ont accepté des prêts sans être bien préparées ont eu tendance à ne pas réussir.

15. Il a été constaté que le mécanisme coûtait cher par rapport au renouvellement des prêts, les dépenses afférentes à la prestation des services étaient de quelque 2 400 roupies pour un prêt moyen de 7 500 roupies, ce qui nécessitait soit des prêts plus larges, des dépenses réduites ou un taux d'intérêt/charge réaliste. Le Département de la protection sociale a été choisi comme partenaire car il avait déjà entrepris des activités de vulgarisation dans les collectivités. Cependant, le Département, de même que de nombreux bénéficiaires, considérait son rôle comme étant plus celui de prestataire de services, et il avait peu d'expérience dans le domaine commercial. D'autres partenaires n'ont pas réussi à former des coopératives opérationnelles. L'évaluation a fait un certain nombre de recommandations pour améliorer la viabilité, et particulièrement celles de renforcer la base organisationnelle du programme, et d'utiliser une approche fondée sur le marché en ce qui concerne les prêts aux coopératives locales.

16. Au Népal, le projet de crédit à la production en faveur des femmes rurales fonctionne depuis dix ans et il reçoit un appui du gouvernement et de nombreux donateurs institutionnels. Il a été entrepris une évaluation afin d'orienter l'appui que l'UNICEF fournira à l'avenir au projet et aux autres activités de promotion des femmes. Le projet, qui au début a connu un succès considérable, a perdu de son efficacité lorsqu'il a été élargi, en partie à cause des structures et des procédures bureaucratiques. Le taux de remboursement des prêts a été élevé (plus de 90 % suivant une étude entreprise en 1991 par le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale) et plus de femmes qu'auparavant ont eu accès au crédit dans le cadre du projet. La viabilité des activités génératrices de revenu a été limitée, cependant, du fait que la majorité des bénéficiaires soit dépendaient de nouveaux crédits pour continuer ou étaient prises au piège dans des dettes dues aux défaillances d'investissements à haut risque. (Les taux de remboursement et le nombre de cycles de crédit sont donc, en eux-mêmes, des mesures inadéquates du succès des programmes de crédit.) La taille des exploitations agricoles, le degré de coopération du mari et la fréquence de l'interaction et de la supervision du personnel affecté au projet sur le terrain et notamment des femmes responsables de district se sont révélés influencer sur la capacité à long terme de rembourser les prêts.

17. Tel que prévu, le projet semble avoir encouragé la formation de groupes locaux, bien que l'enquête sur les ménages utilisée pour évaluer la formation de groupes n'ait pas encore été analysée. Avant d'obtenir un crédit, les groupes

nouvellement formés doivent exécuter d'autres activités afin d'instaurer une confiance mutuelle et d'éviter la formation de groupes axés seulement sur le crédit. Les femmes responsables de districts dispensent une formation de base afin de renforcer la dynamique du groupe et son autonomisation, et à l'avenir elles joueront plus un rôle de propagandistes plutôt que d'exécutantes. Des perspectives de carrière peu sûres, un manque d'autonomie en ce qui concerne la solution des problèmes locaux et un sens limité de responsabilité vis-à-vis des projets ont conduit à un déclin de la motivation des cadres sur le terrain. Ces problèmes tiennent à l'esprit qui règne dans la bureaucratie et notamment à ce que le projet, du fait de sa sexospécificité a été mis en oeuvre sans le concours des organismes publics d'appui technique et de vulgarisation et sans être convenablement intégré à la politique sectorielle du gouvernement. Afin d'améliorer l'efficacité du projet il a été recommandé en particulier de parvenir à une meilleure communication entre les services d'exécution des collectivités territoriales; entre le l'ensemble des organismes qui le mettent en oeuvre et le gouvernement; entre les institutions communautaires et les groupes intéressés; et entre les sections chargées de la promotion des femmes au niveau des districts et les bureaux de l'UNICEF sur le terrain.

Evaluations du programme d'enseignement primaire

18. Les évaluations récentes entreprises dans le domaine de l'éducation dans plusieurs pays, notamment au Bangladesh et au Népal, ont fait ressortir l'efficacité limitée des programmes d'enseignement primaire. Au Bangladesh, une évaluation du nouveau programme d'enseignement primaire a montré que le programme qui avait été nouvellement élaboré avait eu peu d'effet sur les résultats scolaires des enfants. L'étude qui portait sur 6 000 enfants de 10 districts, a montré que le niveau moyen de réussite des enfants en quatrième année, tous sujets combinés, utilisant le nouveau matériel, était de 49 %, soit 2 % seulement de plus que celui des enfants de cinquième année qui utilisaient l'ancien matériel. Simultanément, 95 % des enseignants et 75 % des parents considéraient le nouveau programme comme une amélioration. Expliquant ces résultats, l'évaluation a noté que les enseignants n'étaient pas formés à l'utilisation appropriée du nouveau matériel et que le nouveau matériel pédagogique était produit en quantités insuffisantes. Les résultats scolaires variaient considérablement entre les écoles publiques et les écoles privées agréées, indiquant des installations inadéquates et une faible qualité d'enseignement dans ce dernier groupe. Il en est également ressorti qu'il existait un large fossé entre les résultats des deux sexes - 4 % dans l'ensemble et 7 % en mathématiques. D'autres conclusions ont révélé l'importance de l'environnement socio-économique sur la performance des enfants. Les évaluations sont parvenues à la conclusion qu'il existait des caractéristiques relativement constantes suivant les districts, faisant ressortir l'importance que revêtaient les facteurs spécifiques à chaque zone. Les résultats sont traduits en actions afin d'améliorer le programme et son utilisation, la performance des enseignants et les taux moyens d'acquisition des connaissances de base définis par le Gouvernement du Bangladesh, pour un enfant de 11 ans. Il est encore plus important d'améliorer les méthodes d'enseignement et d'apprentissage que de changer le programme scolaire. A cette fin, des méthodes multiples d'enseignement et d'apprentissage sont introduites dans les écoles primaires.

19. Au Népal également, des différences importantes ont été constatées entre de nombreux indicateurs de performance de l'enseignement (scolarisation primaire,

/...

éducation des filles et taux d'alphabétisation, ainsi que nutrition) dans les différentes zones économiques du pays et à l'intérieur des districts. Au Népal, une partie de l'enquête en grappes à indicateurs multiples a été entreprise dans le cadre d'une plus large évaluation du programme national d'éducation de base et d'enseignement primaire. Ce programme, qui reçoit un appui de la Banque mondiale, de l'UNICEF et d'autres donateurs, a été élaboré afin de résoudre une gamme de problèmes clés dans le domaine de l'éducation : de faibles taux d'inscription scolaire, particulièrement chez les filles; des taux élevés d'abandon et de redoublement; de mauvais résultats scolaires; une faible qualité de l'enseignement, du matériel pédagogique et de la gestion des écoles; et une sous-utilisation des ressources communautaires. Les résultats de l'enquête en grappes à indicateur multiple ont montré que ce programme avait tout au plus un impact modeste dans ces différents domaines. Les taux d'abandon scolaire se sont révélés être essentiellement les mêmes (2 % pour les garçons et 4 % pour les filles) dans les régions couvertes par le programme que dans celles qui ne l'étaient pas, et l'inscription scolaire n'était que légèrement plus élevée dans les zones couvertes par ce programme. Par contre, les taux de redoublement étaient moins élevés dans les zones couvertes par le programme (19 contre 24 % pour les garçons et 20 contre 27 % pour les filles). La scolarisation tant des garçons que des filles était d'environ 10 à 15 % plus élevées dans les zones couvertes par le programme. Le fossé entre les sexes en ce qui concerne l'inscription, la poursuite et l'achèvement des études reste le même à environ 20 %, ce qui appelle un renforcement des activités de communication et de mobilisation. Cependant, vu le manque de données sur la période précédant le programme, il est difficile de juger de l'impact général du programme.

20. En ce qui concerne le premier et le deuxième niveau, les installations ou le niveau de formation des enseignants se sont révélés avoir peu d'incidence sur les taux d'inscription, de poursuite des études et d'abandon. Le plus important facteur semblant améliorer la performance de l'éducation était la présence d'enseignantes. L'évaluation a donc fortement recommandé d'élargir et d'améliorer la qualité de la formation en cours d'emploi des enseignants et d'accroître le nombre d'enseignantes. Les taux d'abandon et de redoublement étant les plus élevés aux deux premiers niveaux, l'élargissement de l'éducation préscolaire devrait également améliorer les performances de l'éducation. Une étude de rentabilité menée parallèlement a montré que la mise en place de classes préscolaires au niveau national serait économiquement rentable par rapport aux coûts réels de l'éducation préscolaire, en réduisant les déchets scolaires au premier niveau.

21. Les évaluations entreprises dans chacun des deux domaines susmentionnés soulignent la nécessité de mettre l'accent sur la pertinence opérationnelle et les enseignements tirés afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience des programmes. Les examens de l'iodation universelle du sel illustrent une approche d'évaluation évolutive dans un programme interpayes recevant un solide appui international. Les évaluations des mécanismes de crédit ont été entreprises pour renforcer le lent processus du renforcement des capacités et de démarginalisation des femmes au niveau communautaire. Les évaluations sur l'éducation avaient pour but d'aider les autorités publiques et l'UNICEF à axer leurs efforts et leurs ressources sur les programmes nationaux à grande échelle. Dans chacun de ces domaines, la nécessité fondamentale est de renforcer les capacités de suivi afin de recueillir régulièrement des données de base ventilées. Les évaluations entreprises dans la région sont plus approfondies,

/...

incluant les programmes prioritaires et le "processus" - autonomisation des communautés, sexospécificités et qualité des services - ainsi que les résultats. On s'attend à ce que ces tendances se poursuivent, une plus grande attention étant accordée à des initiatives régionales telles l'iodation universelle du sel et les journées nationales de vaccination.
